

M. Bell: Qui en paiera les frais?

[Plus tard]

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): J'aimerais poser une question supplémentaire tardive au ministre de la Consommation et des Corporations. Lorsqu'il étudiera ce rapport sur les hausses de prix dans les Prairies, demandera-t-il aux principaux intéressés d'enquêter sur les rapports particuliers entre les propriétaires de ces magasins à succursales et les grossistes et courtiers en fruits qui vendent nos fruits de Colombie-Britannique?

LE CODE CRIMINEL

LE VOTE LIBRE SUR L'AVORTEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. W. Baldwin (Peace-River): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné la confusion qui règne actuellement au sujet des questions de confiance, le premier ministre nous dirait-il si le vote sur l'amendement projeté, au Code criminel, relativement à l'avortement sera un vote libre ou s'il sera considéré comme un vote de confiance? Je pose la question en raison des points de vue apparemment contradictoires du ministre de la Justice et du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à ce sujet.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): La question est à l'étude, monsieur l'Orateur.

LES CÉRÉALES

LA DATE DES VERSEMENTS DÉFINITIFS POUR L'AVOINE ET L'ORGE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Reynold Rapp (Humboldt-Melfort-Tisdale): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre du Commerce, de qui relève la Commission canadienne du blé. La Commission envoie-t-elle les chèques aujourd'hui ou les cultivateurs devront-ils attendre pour les recevoir?

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'espère être en mesure de faire une déclaration demain sur les dates d'envoi des chèques relatifs à l'avoine et à l'orge et sur le montant du paiement final.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ENTÉRINEMENT DE L'ACCORD INTERNATIONAL SUR LES GRAINS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, je voudrais répondre à une question, suivie d'une question complémentaire, posées vendredi dernier par le député de Provencher au sujet de l'entérinement de l'Accord international sur les grains. Cet accord comprend une convention concernant le commerce du blé et une convention concernant l'aide alimentaire. Trente-deux pays ont déjà signé la première, y compris le Canada, les États-Unis, et les autres principaux pays exportateurs de blé. Un nombre important d'importateurs de premier plan comme la Grande-Bretagne, le Japon et la Communauté économique européenne l'ont également signée. D'autre part, les 17 pays qui ont participé à la négociation Kennedy concernant les grains et qui étaient autorisés à signer la convention relative à l'aide alimentaire, l'ont fait.

Quant à la question complémentaire, la réponse est la suivante: c'est bien là l'intention du Canada, comme on l'a indiqué vendredi dernier. Nous comptons que tous les pays qui ont signé les conventions en auront terminé avec les modalités de ratification dans les délais prévus.

LA COMPAGNIE DES JEUNES CANADIENS

LES RUMEURS DE FINANCEMENT D'ÉCOLES EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Howard Johnston (Okanagan-Revelstoke): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Vu que Radio-Canada a omis de signaler que le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire de la Compagnie des jeunes Canadiens, a financé deux des écoles privées de Vancouver qu'on a montrées hier à une émission nationale de télévision, le gouvernement fédéral corrigera-t-il cette omission ou retirera-t-il son aide à ces écoles assez étonnantes?

M. l'Orateur: A mon avis, la question pourrait être inscrite au *Feuilleton*.

LES NATIONS UNIES

LE VIETNAM—L'ÉVACUATION DES ENFANTS DE LA ZONE DE GUERRE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Michael Starr (Ontario): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire